

### *Pouvoir d'emprunt*

minières et les banques, et pénalise les travailleurs moyens. Si le parti conservateur voulait vraiment donner une nouvelle orientation à l'économie et, plus particulièrement à notre système fiscal, il examinerait de près certains de ces dégrèvements.

Comme les députés le savent, les libéraux ont imaginé un dégrèvement spécial pour épuisement au bénéfice des sociétés pétrolières qui font de la prospection dans des régions éloignées. Cette forme d'amortissement ne s'applique pas seulement aux sociétés, mais aussi à tout contribuable qui investit dans de telles entreprises. Par exemple, depuis 10 ans, la Dome Petroleum n'a pas versé d'impôts. Et la Shell Oil a pu s'en passer l'an dernier.

L'argent que le gouvernement ne touche pas à cause des exceptions et des échappatoires permises par notre régime fiscal, s'appelle un manque à gagner fiscal. Cela veut dire que le Trésor public ne touche pas certaines sommes qui doivent être compensées par les impôts de quelqu'un d'autre, en l'occurrence, vous et moi, monsieur l'Orateur. Combien cela nous coûte-t-il? L'an dernier, l'industrie du pétrole et du gaz nous a ainsi coûté quelque 3 milliards de dollars. Une partie de cette somme est allée aux entreprises et une partie aux investisseurs privés à qui il est permis d'amortir 140 p. 100 de leur placement. Les conservateurs s'en prennent à Petro-Canada qui coûte 350 millions par an et dont vous et moi sommes propriétaires, mais donne des milliards à l'entreprise privée dans laquelle nous n'avons aucune part.

Il en est de même dans l'industrie minière. A Sudbury, l'Inco jouit des mêmes avantages que la Dome. Jusqu'en 1978, l'Inco avait accumulé au total 318 millions de dollars en reports d'impôt. Sans compter les autres crédits d'impôt prévus dans la loi qui lui ont rapporté encore 10 millions.

Et les banques? Nous en avons tous entendu parler. Même elles bénéficient de crédits d'impôt. Au dernier trimestre, le taux d'imposition de la Banque royale a été de 2.9 p. 100. Si la Banque de commerce a bénéficié d'un crédit au deuxième trimestre, au troisième elle a versé 12.8 p. 100. D'ordinaire, les banques payaient 50 p. 100. Il y a cinq ans, elles étaient imposées à 50 p. 100. Pourtant au dernier trimestre de l'an dernier, leur taux d'imposition a dépassé à peine 10 p. 100. Notre régime fiscal a tant de fuites que c'est une véritable passoire.

Pour nous épargner de futurs emprunts, le gouvernement devrait chercher à calfeutrer certaines de ces fuites qui semblent tellement l'entreprise privée. Ou bien est-il tellement épris du secteur privé qu'il refuse d'assurer une répartition plus équitable du fardeau fiscal dans notre société?

De plus en plus, le gouvernement conservateur semble vouloir s'en remettre à l'investissement étranger. C'est l'objectif avoué du ministre des Finances. L'une des raisons de hausse des taux d'intérêt est d'encourager les étrangers à investir au Canada. Les sommes que nous coûte le service de ces investissements étrangers sont loin d'être compensées par l'excédent de notre balance commerciale. Les députés le savent bien et la situation ne fait qu'empirer. C'est en 1973 que, pour la dernière fois, l'excédent commercial a presque équilibré le déficit du compte des services. Ce déficit atteignait alors 3 milliards de dollars. En 1974, il est passé à 3.7 milliards. En 1975, il se montait à 4.7 milliards. En 1976, il était de 5.8 milliards. En 1977, il s'agissait de 7.4 milliards, l'année dernière, de 8.7

[M<sup>lle</sup> Jewett.]

milliards et cette année, de plus de 10 milliards. Voilà le montant de notre déficit dans ce qu'on appelle généralement le compte des services qui comprend, comme le savent les députés, les dividendes et les frais de services payés aux sociétés mères étrangères par leurs filiales canadiennes et aussi, l'intérêt payé sur les emprunts contractés à l'étranger.

● (1610)

Cette année, l'excédent du commerce de marchandises sera d'au moins 8 millions de dollars inférieur au déficit du compte des services. Le déficit total de 8 milliards du compte courant correspond au montant des capitaux à court ou à long terme qui doivent entrer au Canada pour empêcher notre dollar de tomber. C'est un cercle vicieux. Plus nous empruntons, plus il faut rembourser. Que compte faire le gouvernement pour inciter les Canadiens à investir chez eux? A-t-il des programmes ou des stratégies?

S'il désire accorder des concessions fiscales, va-t-il veiller à ce que les sociétés qui les obtiennent s'entendent avec le gouvernement quant à l'utilisation des nouveaux capitaux? Par exemple, dans le secteur des pâtes et papiers, le gouvernement canadien pourrait demander aux sociétés d'acheter de l'outillage canadien. Dans ma province, la Colombie-Britannique, MacMillan Bloedel a signé un accord de ce genre pour ses usines hollandaises. Il a signé ce genre d'accord avec le gouvernement des Pays-Bas. Le parti conservateur songe-t-il à conclure ce genre d'entente au Canada pour favoriser les investissements ou va-t-il simplement emprunter toujours davantage à l'étranger?

Le gouvernement a-t-il songé à un fonds public d'investissement? Comme il le sait sans doute—je suis certaines que le ministre des Finances est au courant—en Suède, les sociétés qui obtiennent des concessions fiscales doivent verser une partie de leurs profits dans un fonds public d'investissement et cet argent est utilisé là où le gouvernement juge nécessaire d'investir. Le gouvernement a-t-il songé à ce genre de solution?

Enfin, a-t-il une stratégie ou des plans pour s'attaquer aux problèmes véritables, le nœud de tous ces autres problèmes, l'expansion industrielle dans les techniques de pointe? Le gouvernement a-t-il établi des plans en vue d'aider ce secteur et peut-être aussi certains autres secteurs de l'industrie canadienne à survivre et à progresser? Je mentionne le secteur des techniques de pointe parce que la concurrence y est très vive. C'est dans ce domaine que le Canada devrait se trouver naturellement avantagé parce que c'est une nouvelle industrie encore fragile. Elle a besoin du soutien du gouvernement.

Pour l'instant, nous perdons du terrain et nous le perdons rapidement. C'est ce qui se passait quand les libéraux étaient au pouvoir, mais est-ce que les conservateurs se contenteront de suivre leur exemple? De 1970 à 1975, les statistiques commerciales concernant les industries à technologie avancée indiquaient que le Canada importait plus qu'il n'exportait dans 18 industries sur 19. Selon un rapport sur l'industrie des télécommunications au Canada qui a été publié vers la fin de l'an dernier, le déficit commercial du Canada dans le secteur manufacturier de l'électronique se situait entre 1.5 et 2 milliards de dollars par an. On trouve une mise en garde plus loin dans ce rapport, et je cite: